

L'État arabe dans tous ses états

Dr. Baba M. Sayed

Université d'Alger (3)

« On dit généralement d'un fleuve qui emporte tout sur son chemin qu'il est violent, mais nul ne traite de violentes les rives qui l'enserrent » B. Brecht

ملخص:

بعد أحداث مجلة شارلي ابيدو ، 2015/01/07، التي راح ضحيتها أكثر من اثني عشر صحفياً ، والتي عكست بشكل جلي صعوبة العلاقات بين العالم العربي والإسلامي و العالم الغربي العلماني ، هل من إمكانية للتأسيس لعلاقة متوازنة بين الغرب العلماني ودار الإسلام وقاعدتها الاحترام المتبادل رغم اختلاق الثقافات والأديان، والقيم ومناهجهم؟ من خلال مقالنا نستعرض لتاريخ العلاقات المعتبرة بين العالم العربي والإسلامي والغرب ونحاول أن نقدم مفاتيح لفهم طبيعتها وأساسها ، مع التركيز على مع محطات تبين أن هذه العلاقات التي ظلت مبنية على مبدأ التنافس السلمي أحيانا والصراع المسلح أحيانا أخرى بين حضارتين كل واحدة منها تسعى جاهدة على أن ترسم العالم وفق منظورها ألقيمي مع التأكيد انه، إذا كان العالم العربي والإسلامي يسلم مبدئياً باختلاف الرؤيا والمناهج العقائدية، فان الغرب، مدفوع بمكاسبه وتفوقه على المستويات الاقتصادية والتكنولوجية والعسكرية، لم يعد يخفى نيته في فرض منهجه ألقيمي على الآخرين ، واعتبار نمط حياته الإطار الاسمي الذي يفترض على الغير، أن يهتدي به . هذا الاستعلاء والجنح إلى الهيمنة من شأنه أن يعرض الأمن والسلم العالمين للخطر عن طريق دفع الآخرين وخاصة المسلمين إلى التصدي له ومقاومته من الحفاظ على شعائرهم وقيمهم العقائدية.

Sammary

In the aftermath of the events of Charlie Hebdo Magazine, 07/01/2015, which claimed the lives of more than a dozen journalists, this event has clearly reflected the difficulty of relations between the Arab - Islamic world and the secularist Western world. So is there any possibility to establish a balanced relationship between the secular West and what so-called the Dar al-Islam (Islamic land) which based on mutual respect although the differentiation of cultures; religions, values and methods?

Through our article we try to review the history of the considerable relations between the Arab - Muslim world and the West, and we attempt to give the factors in order to reach the understanding of the nature and basis of that relation, with a focus on the spheres or stages that clarify these relations, which has been built on the principle of peaceful competition on one hand and armed conflict sometimes between the two civilizations on the other, each of which is striving to the control the world according to the perspective of values, with an emphasis that, if the Arab and Muslim world initially delivers different vision and curriculum ideological, the West, driven by gains superiority on economic, technological and military levels, is no longer a secret intention to impose his approach of values, and considering his lifestyle nominal framework presumably on others, that others must follow.

The arrogance of the west and looking forwards to dominate the world may lead the international security peace to risk by obliging and forcing others , particularly Muslims to respond to resist and to maintain their faith and faith-based values.

Pendant plus de trente ans, les politiques français, en dignes héritiers et défenseurs zélés de l'Etat jacobin, centralisateur et assimilateur, ont toujours refusé d'admettre ou concéder que les différentes cultures qui composent le tissu social français puissent coexister, sur un pied d'égalité, dans le cadre de l'Etat français¹. Faute d'avoir pu, par exemple, assimiler² ou plus précisément « décultureliser » les populations, arabes et musulmanes, d'origine maghrébine établies en France, les pouvoirs publics français n'ont trouvé d'autre moyen pour contourner la difficulté que pose leur « intégration » que celui de les « ignorer » en les abandonnant à leur sort dans des ghettos qui ressemblent, à s'y méprendre, comme vient de le relever le premier ministre français, Manuel Valls, à ceux qui ont été établis par le régime d'apartheid en Afrique du Sud³.

Il aurait fallu l'attentat sanglant perpétré contre *Charlie Hebdo*⁴, pour que les pouvoirs publics et l'opinion publique français acceptent enfin de s'interroger sur les origines réelles ou supposées de ce qu'ils appellent le « malaise » des banlieues. Si les décideurs français donnent l'impression d'avoir pris toute la mesure de la gravité des événements survenus le 7 janvier dernier, il n'est toutefois pas sûr qu'ils aient réellement compris que les causes du malentendu entre la France et ses populations musulmanes sont dues essentiellement au refus des autorités françaises de reconnaître à ces dernières leur droit à la différence et à l'égalité. Et que la récente crise ouverte par la publication par *Charlie Heabdo* des caricatures jugées offensantes par les Musulmans et l'attentat sanglant qui en a suivi et qui a coûté la vie à douze de ses journalistes et dessinateurs peut bien n'en apparaître qu'une énième conséquence. En tout cas, la nouvelle crise en ayant ouvert, rappelons-le, de purulentes et profondes blessures que certains croyaient, à tort, guéries depuis longtemps, a suscité de furieuses polémiques et donné lieu à des ripostes et contre-ripostes, qui, par leur virulence et ampleur, ont montré les difficultés de concilier ce qui apparaît être deux « cultures de sens » décidément inconciliables. D'un côté, un Occident, plus que jamais, cramponné à sa « religion laïque » dont l'un des principaux fondements est la liberté d'expression et un monde arabe et musulman, pour qui des symboles sacrés, entre autre le prophète, ne peuvent, en aucun, faire l'objet de dérision ou de moquerie.

Au regard de telles considérations, pourrions-nous estimer que la crise qui vient d'éclater au grand jour entre les deux mondes est-elle durable, comme semblent, par ailleurs, le révéler les réactions des peuples arabes et musulmans à travers le monde, ou est-elle seulement passagère comme semblent le soutenir certains penseurs et spécialistes occidentaux qui n'y voient qu'une insignifiante manifestation de dépit d'« extrémistes et de fanatiques » musulmans, qui, à défaut, de mettre en échec une inexorable modernité triomphante, ne peuvent que montrer, par des gestes désespérés, leur ressentiment à l'égard d'un monde occidental qu'ils ont, par ailleurs, toujours voué aux gémonies ?

Ce sont-là quelques-unes des questions que nous essayons d'étudier dans le cadre de cet article en en soulignant les tenants et les aboutissants à l'aide de l'histoire, des considérations géopolitiques et surtout en faisant appel à la pensée politique pour mieux en souligner les réelles causes et conséquences possibles. Notre constant objectif étant d'éclairer nos lecteurs et leur donner les clefs qui leur permettent, du moins nous l'espérons, de décoder la complexité et les difficultés qui caractérisent, désormais, les rapports, tendus et fort complexes entre l'Occident et le monde arabe et musulman.

Occident/ monde arabe et musulman, histoire d'un partenariat impossible

Pendant longtemps l'Occident, qui, semble avoir été obsédé par le souci d'imposer, au monde arabe et musulman, son modèle culturel, économique et politique qu'il estime être, à l'exclusion de tout autre, la seule et unique expression des valeurs universelles, donne l'impression, au cours des dernières années, d'avoir opté pour une nouvelle stratégie de confrontation avec les pays arabes et musulmans. Conscient des multiples et complexes difficultés qui l'ont empêché, par le passé, de gagner rapidement comme il le souhaiterait, sa « guerre de civilisation » contre le monde arabe et musulman et miné par une crise économique structurelle et multidimensionnelle⁵, le monde occidental semble, dorénavant, résolu de démanteler les États arabes et musulmans; États dont il considère l'existence concurrente ni souhaitable ni acceptable. Sans, bien entendu, se rendre compte que leur démantèlement le met face-à-face avec des courants transnationaux extrémistes dont il ne pourrait contrôler ni l'évolution et encore moins les capacités de nuisance.

Parce que l'indépendance et la souveraineté des États arabes et musulmans sont considérés par les puissances occidentales comme les garants des libertés et de l'autonomie, même relative, des pays arabes et musulmans qu'elles seraient susceptibles, désormais, de contrarier les intérêts et les visées hégémoniques de domination⁶ des puissances occidentales.

Cette nouvelle orientation politique et les moyens, sans précédent, mobilisés pour la concrétiser et la mettre en pratique, en Irak, en Syrie, en Libye, en Afghanistan, et certainement demain au Maghreb et ailleurs, sont à lier, assurément, d'une part, aux résistances opiniâtres opposées, les derniers siècles durant, par les peuples arabes et musulmans aux tentatives occidentales d'« acculturation » et d'aliénation, et d'autre part, à l'importance vitale de la « région » du monde arabe et musulmane dans la politique extérieure occidentale ; importance qui n'est pas, par ailleurs, faut-il y insister, une nouveauté.

Après tout, et cela de tous temps, Le Moyen Orient, et ses extensions allant du Caucase à l'Asie centrale, ainsi que la région du Maghreb ont occupé une place de choix dans la géopolitique de l'impérialisme occidental et plus particulièrement du projet hégémoniste des Etats-Unis. Cette région, l'on l'oublie souvent, doit son importance aux trois facteurs essentiels que sont, sa richesse pétrolière, sa position géographique charnière, et le fait qu'elle a toujours constituée le « ventre mou » de ce qui est convenu d'appeler le système mondial.

Mettre politiquement « sous tutelle » *dar al-islam* revient pour l'Occident, cela va de soi, à se donner les moyens adéquats, de s'assurer l'accès à l'or noir, contrôler les grandes réserves de pétrole et « sécuriser » un énorme marché potentiel qui a été pour les puissances occidentales, depuis leur révolution industrielle, une constante ambition et une priorité vitale. Et ce d'autant, que les avantages qu'offre une telle possibilité, sur le plan politique et diplomatique, n'en sont pas, non plus, moindres, dans la mesure où la région occupe une place de premier plan dans la stratégie d'encercllement (containment) de l'« ennemi soviétique »⁷.

Et depuis le 11 septembre et la lutte déclarée par les capitales occidentales contre ce qu'elles tiennent pour un « terrorisme transnational », l'on ne peut pas dire que l'intérêt porté à la région a diminué. Tout au contraire.

Ce qui explique l'intensification et la multiplication des expéditions punitives violentes et régulières lancées, au cours des dernières décennies, contre le monde arabe; expéditions qui laissent clairement supposer que l'objectif, dorénavant, poursuivi par les puissances

occidentales, aussi bien au Moyen-Orient qu'au Maghreb, est de ramener le arabo-musulman des siècles en arrière, au temps du tribalisme en faisant voler en éclat toutes les formes d'organisation étatiques qui y ont été patiemment instituées au lendemain des indépendances nationales. Autrement dit, priver les peuples arabes et musulmans des cadres institutionnels qui leur ont permis, cahin-caha, de surmonter, depuis les dernières décennies, leurs clivages ethniques et religieux, cimenter leur unité et servir de creuset à leur vivre-ensemble, est décidément un objectif de la plus haute importance pour, non seulement, gagner, à moindres frais, ce qui est convenu d'appeler la guerre des civilisations mais aussi et surtout avoir un accès facile et presque gratuitement aux importantes réserves de pétrole dont regorge l'« espace vital » arabe et musulman.

Cette nouvelle croisade déclarée par l'Occident contre l'institution étatique arabe, depuis les dernières années, a été, faut-il le rappeler, conçue et mise en oeuvre après l'échec patent des différentes tentatives d'« assimilation » du monde arabe et musulman menées tout au long de la fin du XIX^{ème} siècle par le monde occidental. Elle a été largement facilitée, faut-il y insister, par les « tares » qui sont consubstantielles à la nature et à l'origine de l'État tel qu'il a été imposé aux peuples arabes et musulmans. Tares qui ne sont pas étrangères à sa genèse, au contexte et aux circonstances historiques qui lui ont donné naissance. Tares et défauts qui ont accentué dramatiquement son caractère illégitime et « exogène »⁸.

C'est du moins l'avis des différentes sensibilités politiques arabes importantes : État dépourvu de légitimité pour les panarabes, considéré par les islamistes comme « laïc » « bâtard » parce que parachèvement d'une évolution propre à l'Occident et donc non conforme à l'héritage islamique et à « la charia ». Les Marxistes, le jugeant capitaliste, le combattent avec une haine hargneuse tandis que les Libéraux arabes l'abhorrent en le prenant pour un « État despotique » à combattre farouchement à défaut de pouvoir le réformer profondément de l'intérieur. En somme, l'État dans sa version actuelle est sans défense, ce qui ne peut que faciliter les manoeuvres occidentales pour le déstabiliser, voire l'éliminer.

Et il est incontestablement vrai, qu'à de rares exceptions, l'État « arabe », tel qu'il est, n'est pas, loin s'en faut, ni légitime ni fiable. Plus grave, il est un partout ressenti et jugé par les millions de Musulmans et d'Arabes comme un obstacle à leur progrès, à leur développement et un insupportable « carcan » qui les étouffe, contrarie leurs aspirations et bafoue leur dignité. Après tout, loin de garantir les libertés fondamentales, aussi bien privées que collectives des citoyens arabes et musulmans ; libertés qui sont sinon inexistantes du moins systématiquement et publiquement bafouées et ce, chaque fois que les pouvoirs en place les jugent préjudiciables ou incompatibles avec leurs intérêts, l'État est perçu comme étant un outil entre les mains de quelques-uns pour exploiter une majorité de la population. Ce qui est, par ailleurs, souvent le cas⁹. Pire, les États arabo-musulmans semblent devenus, dans leur majorité, au cours des dernières décennies, les propriétés exclusives des rois, des émirs ou des présidents autoproclamés¹⁰, qui selon de nombreux spécialistes¹¹, sont résolus à monopoliser, ad vitam aeternam, le pouvoir et ne reconnaître, en règle générale, à leurs « sujets », contraints ou résignés, qu'un seul et unique droit, celui d'obéir au doigt et à l'œil¹². Ce qui fait que « L'État ne se distingue pas [souvent] de la personne du monarque...l'État est la personne magnifiée du monarque tout autant que le monarque est l'incarnation de l'État¹³. » Et que « le monde arabe vit sous un État patrimonial pur dans lequel le monarque possède tout et exige soumission de tous¹⁴. »

Mais en plus d'être dépourvu de légitimité, l'Etat arabe est, semble-t-il aussi, devenu, avec ce qui est convenu d'appeler le « clash de civilisations », un puissant vecteur d'une modernité jugée non seulement exogène mais aussi aliénante.

Modernité occidentale¹⁵, jugée incompatible avec les références musulmanes

Au regard de certains de ses principes et données fondamentales, la modernité occidentale heurte, faut-il y insister, de front la sensibilité musulmane. Ce qui fait que les multiples et graves défis que celle-ci pose au monde arabe et musulman ne sont abstraits¹⁶. Ils ont, par ailleurs, révélé, au grand jour, le sérieux embarras des élites musulmanes qui doivent naviguer entre « deux référents, celui, d'une part, d'une modernité importée et préfabriquée qui ne mobilise pas et qui est tenue pour illégitime, et celui, d'autre part, d'une formule mobilisante, glissant vers un islamisme [politique] [...] ne pensant la modernité que négativement, et tendant à légitimer davantage la contestation que l'exercice du pouvoir. »¹⁷

Si, par le passé, les rapports entre l'Occident et le monde arabe et musulman ont été, constamment, marqués du sceau de l'hostilité et de la méfiance réciproques surtout du temps où l'Occident se voulait chrétien, il faut bien relever que les malentendus, les incompréhensions et les appréhensions entre les deux mondes se sont amplifiés et renforcés au cours des derniers siècles avec l'avènement de la modernité. Car celle-ci, plus que le christianisme, est « prosélyte et missionnaire. [Modernité] [...] fortement marqué[e] par une vision [...] eschatologique de l'histoire [et qui] comme le christianisme [...] se présente comme une vérité universelle pour tous les êtres humains, nonobstant leurs races, sexes, cultures ou conditions. »¹⁸ Elle est considérée par les Occidentaux comme une civilisation, qui, à l'exclusion de toutes les autres, est l'expression achevée de l'intelligence humaine. » Et le même penseur de conclure, avec une pointe d'humour, que « [les Occidentaux tiennent leurs régimes], [leurs] institutions [et leurs] murs comme l'aboutissement final de l'histoire humaine. »¹⁹

Dans l'esprit des millions d'Arabes et de Musulmans, la modernité occidentale est incontestablement devenue, avec les guerres de colonisations, une deus ex-machina actionnée par les puissances occidentales dans le but manifeste d'imposer leur civilisation et leur mode de vie aux autres peuples et nations.

Véhiculant un contenu spirituel étranger et d'un parcours historique particulier en opposition avec « l'essence de la vie islamique »²⁰, la modernité occidentale ne peut, cela va de soi, qu'engendrer de la part des Arabes et des Musulmans, des résistances et des rejets systématiques. Et si pendant un bref temps limité dans le passé, les Arabes et les Musulmans furent fascinés par les progrès techniques fulgurants de l'Occident et par l'effervescence et le bouillonnement culturel que connaissent ses sociétés, il faut néanmoins se rendre à l'évidence et admettre qu'avec les expéditions coloniales du XIX^e siècle et les dommages irrémédiables que celles-ci ont provoquées au sein de *dar al-islam*, l'Occident ne laisse plus chez les Arabes et Musulmans qu'un « scepticisme assez amer à l'endroit de l'idéalisme humanitaire dont [...] [il]se réclame, où l'on voit de plus en plus des satisfactions endormes et verbales destinées à faciliter le programme d'exploitation matérielle et humaine qui seul [...] [le]conditionnerait. »²¹

Plus grave, le ressentiment des Musulmans et des Arabes a viré à la révolte quand ils se sont rendus compte que l'Occident, conforté par ses progrès techniques et technologiques dans la certitude de sa supériorité face aux autres civilisations, est, décidément, porté à ne plus

voir dans toutes les tentatives de résistance à sa domination qu' « un complot sinistre auquel, par un mécanisme constant dans l'histoire des idéologies, il attribue une illusoire unité de direction, une application méticuleuse à l'exécution de ses noirs desseins, des méthodes traîtresses, cruelles, machiavéliques. »²²

Il est par ailleurs incontestable que l'émergence d'un impérialisme agressif et arrogant se nourrissant d'une supériorité écrasante économique, militaire et culturelle a, comme durant le temps des croisades et des colonisations, donné lieu à un monde occidental sectaire, intolérant et déterminé, coûte que coûte, de s'imposer comme l'unique et seul modèle universel permis et possible au reste du monde. Et tout particulièrement au monde arabe et musulman. Ernest Renan n'affirmait-il pas, il y a quelques décennies, que l'Occident ne pourra exister que quand « le dernier des fils d'Ismaël sera mort de misère ou aura été relégué par terreur au fond du désert ? »²³

Si l'Occident se montre convaincu que le modèle que lui procure et assure sa modernité est assurément supérieur aux modèles et qu'il doit, à ce titre, y convertir les autres peuples et nations, il est à souligner que le monde arabe et musulman est pénétré aussi quant à lui de la certitude que non seulement le cadre du vivre-ensemble qu'offre l'islam est non seulement le meilleur mais que celui défendu par l'Occident constitue un véritable danger et une permanente menace pour son identité et son existence; danger et menace qu'il se doit, en permanence, de conjurer.

Rapports entre religion et politique

L'une des grandes et substantielles divergences entre les sociétés occidentales et les sociétés arabo-musulmanes - et qui fait que la condition essentielle de la paix et de la sécurité mondiales dépend fondamentalement de la reconnaissance des différentes, à travers le monde, des « masses spirituelles »- se situe au niveau de leur appréhension réciproque très différente de l'importance de la religion et de l'impact que celle-ci doit avoir sur le plan politique.

En Occident, la désintrinsication de l'ordre du politique de celui du religieux est une donnée assumée et acceptée et dont l'une des conséquences est « qu'il n'y a pas une référence dernière à partir de laquelle l'ordre social puisse être conçu et fixé»; ordre social « constamment en quête de ses fondements, de sa légitimité. »²⁴ Autrement dit, au fondement de la forme de société démocratique que les Occidentaux ont substituée à la monarchie il y a donc essentiellement « la négation d'une détermination naturelle ou surnaturelle de l'ordre humain; il y a la conviction que rien [...] ne détermine la société à prendre une forme déterminée. »²⁵ La société démocratique occidentale s'avère en fond sans fondement déterminé. Et cette indétermination « se traduit pratiquement par la position d'un espace public au sein duquel chacun est libre de faire état de ses vues sur l'ordre du juste. Cela signifie [...] la reconnaissance de la légitimité des conflits » car après tout « l'unité de la démocratie ne se sépare pas de la reconnaissance de sa division. »²⁶

Après tout « la distinction tranchée entre le politique et le religieux ne serait imaginable qu'à concevoir l'institution de la société comme une simple auto-institution, de part en part humaine et sociale et ne devant rien qu'à elle-même. »²⁷ ce qui est inimaginable en terre d'islam. Car pour l'islam c'est au contraire « par essence que la foi est une valeur d'ordre politique, ou plutôt, c'est la seule valeur d'ordre politique, la seule qui donne à la Cité sa raison d'être. »²⁸

Dans l'absolu, la démocratie n'est-elle pas, après tout, un système de régulation que chaque peuple et chaque nation devrait adapter à son parcours et héritage culturel et historique? Ce n'est pas parce que l'Église a fait, par ses pratiques discutables, du Christianisme, comme l'affirme à juste titre Marcel Gauchet²⁹, « une religion de sortie de la religion » que les musulmans doivent les imiter aveuglément, et partant, renier leur histoire et leur culture.

L'islam, faut-il y insister, n'a jamais établi une quelconque barrière ou distinction entre le politique et le religieux, le "regnum" et le "sacerdotium". Si Jésus, dans un contexte politique et social déterminés, a soutenu : "A Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César", établissant du coup une ligne de démarcation et de partage entre politique et religion, le Prophète de l'islam a quant à lui bâti un État musulman dont il était le commandeur et le guide suprême³⁰. Ses enseignements et ses pratiques ont, en ayant consacré la fusion du politique et du spirituel dont l'unité constitue, depuis lors, l'essence de la foi musulmane, apporté la preuve qu'en islam, il ne peut y avoir de société musulmane sans que l'islam en soit l'esprit et le moteur de toute son organisation.

Penser l'État (le pouvoir) en islam n'a, donc, d'autre objectif, si l'on se fie aux affirmations de l'écrasante majorité des penseurs de l'orthodoxie musulmane, que celui de constamment « ramener le ici-bas au là-bas, le non conforme au conforme, le temporel au spirituel, et le prince à ses devoirs tels qu'ils s'imposent [selon les préceptes de l'islam] à lui³¹. » Autrement dit, et comme le précise Barnard Louis, spécialiste de la pensée islamique, l'État qui n'est qu'un instrument divin ayant pour fonction principale de

[P]ermettre à l'individu musulman de mener la vie d'un bon musulman. Tel est, en dernière analyse, l'objectif de l'État, le seul pour lequel il ait été établi par Dieu et le seul par lequel les hommes d'État sont dotés d'autorité sur les autres. La valeur de l'État et les actes, bons ou mauvais, des hommes d'État, se jugent à la mesure dans laquelle ils ont rempli cette mission. La règle fondamentale de la vie sociale et politique musulmane, dont il est dit communément « qu'elle commande le bien et interdit le mal », apparaît donc comme une responsabilité partagée [...] entre l'État et l'individu³².

Cette conception du pouvoir qui est, faut-il y insister, celle de la majorité écrasante des penseurs musulmans, a été bien mise en exergue, de manière plus élaborée et pour la première fois, par Abou-Al-Hassan Al-Mawardi³³. Ce dernier a fondé la nécessité de l'établissement, en terre d'islam, d'un pouvoir exécutif sur la base des exigences stipulées par *Charia*, c'est-à-dire la Loi musulmane.³⁴

En règle générale, il faut dire que les penseurs musulmans, estiment, dans leur majorité écrasante, qu'en islam il ne pourrait y avoir de dissociation possible, en terre d'islam, entre le temporel et le spirituel dans la mesure où la religion musulmane est

[U]ne organisation complète qui englobe tous les aspects de la vie. C'est tout à la fois un État et une nation, ou encore un gouvernement et une communauté. C'est également une morale et une force, ou encore le pardon et la justice. C'est également une culture et une juridiction, ou encore une science et une magistrature. C'est également une matière et une ressource, ou encore un gain et une richesse. C'est également une lutte dans la voie de Dieu et un appel, ou encore une armée et une pensée. C'est encore une croyance sincère et une saine adoration. L'islam c'est tout cela de la même façon³⁵.

Ce refus catégorique quant à l'éventualité de toute dissociation ou séparation entre les sphères spirituelle et politique, certains penseurs le justifient par le fait que l'articulation entre

le donné religieux et le donné rationnel en islam ne correspond pas à ce qu'elle est, ou à ce qu'elle a été historiquement, dans la culture strictement judéo-chrétienne³⁶.

Si la plupart des penseurs musulmans se montrent, d'ailleurs, de fervents partisans du pouvoir califal cela est dû au fait qu'ils sont pleinement persuadés que ce dernier représente, s'il est appliqué convenablement et correctement, la possibilité certaine d'« une démocratie qualitative³⁷ » en terre arabo-musulmane.

C'est en tout cas ce que des analystes semblent suggérer en laissant entendre que Mawardi -à l'opposé de Hobbes- s'il a tenu à être l'inconditionnel avocat du pouvoir exécutif, c'est parce qu'il est convaincu, d'une part, à l'instar d'un Lacordaire que « ce sont les lois qui libèrent et c'est la liberté [pris dans le sens des désirs et des passions incontrôlés] qui opprime » et que le pouvoir exécutif, le « califat régulier », tel qu'il a été mis en vigueur et exercé par les quatre premiers califes de l'islam, est à confondre avec ce que nous appelons, de nos jours, un « régime républicain et démocratique³⁸. »

En tout cas, c'est ce régime républicain et démocratique que les penseurs réformistes musulmans auraient souhaité, rappelons-le, réhabiliter dans *dar al-islam*, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, après avoir acquis l'intime certitude que le régime despotique imposé au monde arabe et musulman constitue, incontestablement, l'obstacle rédhibitoire devant toute forme de progrès et de développement de leur communauté.

Faut-il rappeler que les puissances occidentales n'ont pas hésité, depuis le début du XX^e siècle, à tout mettre en œuvre, y compris les expéditions militaires, pour faire avorter le projet des réformateurs arabes de la Renaissance et ainsi maintenir les peuples et nations arabes et musulmans arriérés et sous leur tutelle. Et ce sont ces mêmes puissances qui n'hésitent pas, à l'orée du XXI^e siècle, à recourir aux mêmes politiques et stratagèmes en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et demain ailleurs, pour démanteler leurs États-nations et ainsi les priver des cadres étatiques qui cimentent leur solidarité, leur prourent les possibilités et les moyens de défendre leur dignité et leurs intérêts et partant, rompre définitivement avec les carcans tribaux et ethniques archaïques qui ont hypothéqué, longtemps, leur développement et progrès.

Cela dit, en refusant de reconnaître la pluralité culturelle, religieuse et politique qui caractérise notre village planétaire » et qui est la condition sine qua none d'une coexistence pacifique entre les peuples et nations, l'Occident fait courir au monde le risque de guerres dévastatrices qui ne peuvent que saper les bases de toute entente ou coopération entre ses différentes composantes.

En s'acharnant contre l'islam et en essayant, par tous les moyens, de rabaisser les Arabes et les Musulmans en leur imposant ses catégories de penser et ses cadres de vie et en voulant, y compris par la force, de démanteler leurs structures étatiques, l'Occident ne court-il pas le risque suicidaire de marginaliser les forces de la modération dans le monde arabe et musulman et de favoriser le renforcement de courants transnationaux extrémistes qui finiront par s'imposer à lui comme principaux interlocuteurs ?

Conclusion

L'Occident serait-il capable de comprendre qu'il ne peut pas, en aucun cas, quoi qu'il fasse et quels que soient les moyens dont il dispose, imposer son modèle à plus d'un milliard d'Arabes et de Musulmans plus que jamais attachés à leur religion et à leur culture ?

Les puissances occidentales finiront-elles par admettre la pluralité des cultures et des religions et, enfin, comprendre et admettre que toute stigmatisation de l'islam n'aurait pour conséquence immédiate que d'exacerber les tensions entre *dar al-islam* et l'Occident, renforcer les troupes et l'audience des mouvements extrémistes et partant, saper les bases d'une souhaitable et indispensable paix et la stabilité entre les peuples et les nations qui se réclament de cultures et de religions différentes ?

Les peuples arabes et musulmans seraient-ils en mesure de mettre en échec les desseins de l'Occident et ainsi préserver leurs États et, avec ces derniers, garantir leurs spécificités politiques et leur identité culturelle et religieuse ? Ou, au contraire, vont-ils céder à leurs démons et sombrer dans leurs sanglantes et tragiques guerres tribales et partant, perdront-ils ainsi et à jamais, avec les richesses matérielles que leur envie l'Occident, ce qui leur reste de fierté et de dignité ?

Pour défendre leurs libertés, souverainetés et indépendances et pouvoir déjouer, avec plus de vigueur et d'efficacité, les funestes projets de l'Occident qui consistent à les renvoyer, des siècles en arrière, à leur passé peu glorieux, ethnique et tribal, les pouvoirs publics, en charge des États arabes et musulmans, ne peuvent plus, désormais, faire l'économie de la démocratisation de leurs scènes politiques. Ils ne peuvent plus ignorer ou sous-estimer l'importance de leur responsabilité et de leur devoir de veiller à ce que les institutions publiques et les mécanismes de régulation et de gestion de la chose publique soient transparents et démocratiques, c'est-à-dire légitimes.

Il faut cependant insister sur le fait que la démocratie dont il est question, ici, ne peut pas et ne doit pas être un décalque du vécu et de l'expérience occidentale. La démocratie telle est pratiquée en Occident, n'est pas et ne doit pas être prise pour « un prêt-à-porter » ou un « tout indivisible », valable en tout lieu et en toute circonstances.

La démocratie n'est qu'une forme de régulation sociale que chaque peuple doit adapter à ses conditions et ses besoins mais aussi et surtout à son histoire, ses valeurs et ses croyances. Les pays arabes et musulmans ont la responsabilité, chaque fois qu'il s'agit de démocratie ou de toute autre invention humaine, d'exercer leur droit d'inventaire. Car ce que l'Occident a accepté et jugé utile pour lui, les autres « masses spirituelles » peuvent bien ne pas le partager. Et c'est leur droit le plus légitime.

Il appartient donc à l'Occident de comprendre qu'il y a des peuples et des nations qui ne sont pas disposés à se défaire de leur héritage ou à renier leur histoire, leur culture ou leur manière d'être pour lui plaire en adoptant les siennes.

L'Occident doit aussi comprendre que la paix et la stabilité du monde ne peuvent être sauvegardées et garanties qu'en reconnaissant et en admettant le droit à l'égalité et à la différence entre les cultures et les civilisations. La pensée et le modèle uniques ne peuvent constituer ou favoriser les bases de l'entente et de la coopération indispensables et souhaitables entre les peuples et les nations, surtout quand ces derniers appartiennent à des civilisations et à des cultures différentes.

Le monde pluriel qui est aujourd'hui le nôtre ne peut assurer la coexistence et la paix entre ses différentes composantes ethniques, culturelles, sociales et religieuses que dans un

cadre ouvert qui donne la possibilité et le moyen à chacune d'elles de préserver sa personnalité propre et ses spécificités. Vouloir; comme le fait l'Occident de nos jours, faire passer son histoire, sa trajectoire, son mode de vie, sa culture et ses valeurs pour l'expression achevée d'un universalisme unique, revient à encourager les autres cultures et civilisations à lui opposer des résistances, voire à lui assener des coups dont les conséquences, si l'on n'y prend pas garde, peuvent être graves pour la paix et la stabilité mondiales.

Bibliographie

- Al-Ashmawy, Muhammad Saïd, *L'islamisme contre l'islam*, Paris, Éd. La Découverte, 1989
- Al-Mawardi, *Al-Ahkam As-Sultaniyah*, Éditions Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyyah, Beyrouth, 1985.
- Badie, Bertrand, *L'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, librairie Arthème Fayard, 1992
- Badie, Bertrand, *Les deux Etats, pouvoir et société en Occident et en terre d'islam*, Ed. Fayard, Paris, 1997
- Banna, Hassan Al-, *Risâlat at-ta'âlim*, in *Majmû'atar-rasà'il*, Éd. Dar ad-da'wa, Le Caire, 990
- Centre des études de l'unité arabe, *Crise de l'Etat dans le monde arabe*, Ed. Centre des études de l'unité arabe, juillet 2011
- Cohen, Daniel, *Momo Economicus, prophète égaré des temps nouveaux*, Ed. Albin Michel, 2012
- Corm Georges, *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie*, Ed. La découverte, Paris, 1991
- Gauchet Marcel, *Le désenchantement du monde*, Ed. Gallimard, 1985
- Laoust Henry., « Le réformisme orthodoxe de Salafiyya », in *Pluralismes dans l'islam*, Ed. Geuthner, Paris, 1983
- Laroui, Abdellah, *Islam et modernité*, Paris, Éd. La Découverte, 1987
- Lefort Claude, *Le travail de machiavel*, Ed. Gallimard, Paris, 1972
- Leveau, Rémy et Hammoudi Abdellah (sous la direction de), *Monarchies arabes, transitions et dérives dynastiques*, Paris, Éd. la documentation française, 2002
- Lewis Bernard, *Comment l'islam a découvert l'Europe*, Ed. La découverte, Paris, 1984
- Lewis Bernard, *Le monde de l'islam*, Ed. Elsevier Séquoia, Bruxelles, 1976
- Lewis, Bernard, *Le langage politique de l'islam*, Paris, Éd. Gallimard, 1988
- Louis Gardet, *La Cité musulmane*, Ed. Vrin, Paris, 1976
- Monteil Vincent, *Clefs de la pensée arabe*, Ed. Seghers, 1974
- Qurdaoui, Youssef, *Ada'ou al-islam* (Les ennemis de l'islam), Éd. Wahba, le Caire, 2000
- Ramadan, Tariq, *Islam, le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ?*, Paris, Éd. Tawhid, 2001
- Tallabi, Amhammad, « Les deux renaissances bénies, religieuse et démocratique », *Al-Fourqan*, numéro 54, 2006, pp. 2-15
- Tanguay Daniel, communication dans le cadre du colloque « Est-il permis d'espérer la paix ? », Société de philosophie de l'Outaouais, Université de Saint-Paul, novembre 2001
- Zemmour Eric, *Le suicide français*, Ed. Albin Michel, 2014

Notes de renvois

- ¹- Le rejet par la France, pays des droits de l'homme, de l' "Autre », culturellement différent, a été illustré, de manière caricaturale, par ce que les médias français ont appelé, en son temps, l'affaire du voile, c'est-à-dire le renvoie, le 18 septembre 1989, des collégiennes, Fatima (13 ans) et Leïla (14 ans) ainsi que Samira du collège Gabriel-Havez de Creil pour avoir refusé pendant les cours d'ôter les voiles qui couvrent leurs têtes. Renvois abusifs, s'il en est, et proprement scandaleux car l'on ne peut pas, au nom de la laïcité, intervenir ainsi dans la vie privée des gens et malmenés leurs convictions personnelles.
- ²- En France, insiste Eric Zemmour, « le modèle d'intégration républicain des étrangers s'était accompli par l'assimilation imitant le lointain exemple de l'Empire romain : A Rome, fais comme les Romains. » Dans la Rome antique, les nouveaux citoyens devaient porter la toge et changer de prénom, voire de nom, qu'ils latinisaient. Les premiers dérèglements annonciateurs de la chute de l'Empire romain furent le refus [...] des « barbares » de changer de patronymes et ... la décision de

- garder leurs armes. » Et M. Zemmour de conclure que Fatima, Leïla et Samira doivent être prénommées Catherine, Nathalie et Françoise. Le préfet, qui, doit refuser tout prénom en dehors du calendrier, devrait y veiller. Zemmour Eric, *Le suicide français*, Ed. Albin Michel, 2014, p.324
- ³ Manuel Valls a dénoncé, mardi 20 janvier, lors de ses vœux à la presse, l'existence d'un « *apartheid territorial, social, ethnique* » à l'œuvre dans les quartiers populaires, et fustigé « *la relégation périurbaine, les ghettos* » qui caractériseraient ces territoires. En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/banlieues/article/2015/01/26/manuel-valls-l-apartheid-et-les-banlieues_4563754_1653530.html#UhjxoctviS72SBWD.99 [page consultée le 28 janvier 2015 à 10 heures]
- ⁴ Un attentat causant le 7 janvier 2 la mort de plus de douze membres de la rédaction de la publication a été perpétré par des individus de nationalité française dans les locaux de l'hebdomadaire français Charlie-Hebdo, accusé d'avoir reproduit des caricatures jugées offensantes à l'égard du prophète de l'islam. Alors que la rédaction du magazine plaide son droit à la liberté d'expression, les Musulmans revendiquent leur imprescriptible droit au respect du domaine sacré qui ne peut, selon eux, faire l'objet d'impertinence ou de dérision
- ⁵ « La croissance des pays émergents fait perdre à l'Occident le monopole de la modernité. [...] la croissance mondiale témoigne de manière frappante le basculement en cours. Au début des années quatre-vingt-dix, elle était tirée à 70 % par les pays riches et à 30 % par les pays pauvres. Symboliquement, en 2001, les deux courbes se sont croisées, moitié-moitié. Depuis les proportions sont exactement inversées. La croissance mondiale est désormais portée à 70 % par celles des pays émergents. » Cohen, Daniel, *Momo Economicus, prophète égaré des temps nouveaux*, Ed. Albin Michel, 2012, pp. 99-100
- ⁶ « La logique de la domination internationale rend dysfonctionnelle l'apparition, à la périphérie, d'un Etat dont la dynamique pourrait contrarier, par son indépendance et sa souveraineté, les intérêts du capitalisme mondial. », Badie, Bertrand, *L'Etat importé, l'occidentalisation de l'ordre politique*, librairie Arthème Fayard, 1992, p. 31
- ⁷ Durant la guerre froide l'« intérêt » américain se manifestait sur cette zone dont l'importance n'est plus à démontrer sur l'« échiquier américain » : Pacte de Bagdad –puis Cento –, doctrine Eisenhower ou encore « *freedomfighters* » en Afghanistan entraînés pour combattre le « danger rouge ».
- ⁸ Centre des études de l'unité arabe, *Crise de l'Etat dans le monde arabe*, Ed. Centre des études de l'unité arabe, juillet 2011, p. 11
- ⁹ L'Etat tel qu'il existe de nos jours dans le monde arabe et musulman a description est exactement celle décrite, il y a quelques siècle passés, par Montesquieu : « Dès que la vertu cesse, dès que l'Etat n'est plus aimé pour lui-même ; mais pour les avantages qu'on peut en tirer ; dès que le trésor public devient le patrimoine des particuliers au lieu que leur bien fasse le trésor public ; dès qu'on veut être libre contre les lois au d'être libre avec elles et que chaque citoyen est comme un esclave échappé de la maison de son maître, alors l'Etat est perdu, la République devient une dépouille, sa force n'est que le pouvoir de quelques-uns et la licence de tous. », Montesquieu, *L'esprit des lois*, livre XIII
- ¹⁰ « Par manque de sérieux ou de maturité, par irréalisme ou par ignorance, le pouvoir politique (dans les pays arabo-musulmans) a trop souvent dilapidé les richesses et épuisé les forces vives de la nation, sans se soucier de développement véritable. Pis, il a corrompu le peuple pour ne pas avoir de compte à lui rendre à court terme au moins, c'est-à-dire du vivant du gouvernement. » Al-Ashmawy, Muhammad Saïd, *L'islamisme contre l'islam*, Paris,Éditions La Découverte, 1989, p. 23.
- ¹¹ Leveau, Rémy et Hammoudi Abdallah (sous la direction de), *Monarchies arabes, transitions et dérives dynastiques*, Paris,Éditions la documentation française, 2002
- ¹² Accusant les élites aux commandes dans les pays musulmans d'avoir délibérément occulté et ignoré l'éthique de justice et d'équité contenue dans le message islamique, Mustapha Hogga relève que « Le Coran a été bien plus souvent évoqué (par ces mêmes régimes) pour obtenir l'obéissance des peuples que pour mettre en œuvre l'esprit de justice sociale et de liberté individuelle qui le caractérisent» et pourtant, conclut-il, « L'islam a horreur du pouvoir sur autrui et il est inconcevable et pourtant vrai qu'au nom de l'islam, les régimes les plus féroces ont pu être fondés.» Hogga, Mustapha, *Pensée et devenir du monde arabo-islamique. Valeurs et puissance*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, p. 27

- ¹³-Laroui, Abdellah, *Islam et modernité*, Paris, Éditions La Découverte, 1987, p. 29
- ¹⁴*Ibid.*, p. 32
- ¹⁵- La modernité occidentale tient pour acquis que la société, toute société humaine, repose tout entière sur elle-même, et que son fondement se donne dans son histoire, dans le mouvement de la différence temporelle qui accompagne celui de sa division sociale. Pour elle « tout se joue dans l'espace et le temps de ce monde-ci, tout, c'est-à-dire tout à partir de rien et en vue de rien, pour la gloire mondaine, dans le suspens de la mort. » L'effort Claude, *Le travail de machiavel*, Ed. Gallimard, Paris, 1972, p. 555-556
- ¹⁶- La désinriktion entre les domaines politiques et religieux, le mariage gay, l'euthanasie, l'autonomie en opposition à l'hétéronomie...etc ;
- ¹⁷-Badie, Bertrand, *Les deux Etats, pouvoir et société en Occident et en terre d'islam*, Ed. Fayard, Paris, 1997, p. 107
- ¹⁸-Tanguay Daniel, communication dans le cadre du colloque « Est-il permis d'espérer la paix ? », société de philosophie de l'Outaouais, Université de Saint-Paul, novembre 2001
- ¹⁹-Idem
- ²⁰-Lewis Bernard, *Comment l'islam a découvert l'Europe*, Ed. La découverte, Paris, 1984, p. 229
- ²¹-Laoust Henry., « Le réformisme orthodoxe de Salafiyya », in *Pluralismes dans l'islam*, Ed. Geuthner, Paris, 1983, pp. 422-423
- ²²-Corm Georges, *L'Europe et l'Orient, de la balkanisation à la libanisation ; histoire d'une modernité inaccomplie*, Ed. La découverte, Paris, 1991, p. 88
- ²³-Voir Vincent Monteil in *Clefs de la pensée arabe*, Ed. Seghers, 1974, p. 203
- ²⁴-Habib Claude et Mouchard Claude, *La démocratie à l'œuvre*, Ed. Esprit, 1993, p. 42
- ²⁵- Idem
- ²⁶-Ibid. p. 43
- ²⁷-Ibid. p. 66
- ²⁸-Louis Gardet, *La Cité musulmane*, Ed. Vrin, Paris, 1976, p. 25
- ²⁹-Gauchet Marcel, *Le désenchantement du monde*, Ed. Gallimard, 1985
- ³⁰-Qurdaoui, Youssef, *Ada'ou al-islam*(Les ennemis de l'islam), Éditions Wahba, le Caire, 2000
- ³¹-Tallabi, Amhammad, « Les deux renaissances bénies, religieuse et démocratique », *op. Cit.*, pp. 2-15
- ³²- Lewis, Bernard, *Le langage politique de l'islam*, Paris, Éditions Gallimard, 1988, pp. 50-51
- ³³- Al-Mawardi, Abou Al Hassan (910-1058), est un juriste sunnite de Bagdad qui a très profondément marqué la pensée juridique et la philosophie politique islamiques. Il a composé un traité, devenu un livre icône pour, entre autres, les Frères musulmans, sous le titre *Al-Ahkam As-Sultaniyah*, Éditions Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyyah, Beyrouth, 1985.
- ³⁴-Al-Mawardi, Abou Al Hassan, *Al-Ahkam As-Sultaniyah*, *op. Cit.*, p. 18
- ³⁵-Banna, Hassan Al-, *Risâlat at-ta'âlim*, in *Majmû'atar-rasà'il*,Éditions Dar ad-da'wa, Le Caire, 990, p. 356.
- ³⁶- Voir, entre autre, Ramadan, Tariq, *Islam, le face à face des civilisations. Quel projet pour quelle modernité ?*, Paris, Éditions Tawhid, 2001, p. 87
- ³⁷-Gardet, Louis, *Islam et démocratie*, *op. Cit.*, p. 296
- ³⁸- Al-Sanhouri, Abdelrazak, *Le Califat. Son évolution vers une Société des Nations orientales*,*op. Cit.*, p. 295